

## L'éducation entrepreneuriale peut-elle améliorer les opportunités d'emploi des diplômés universitaires ?

L'éducation est habituellement considérée comme une voie pour améliorer les opportunités économiques des populations, mais cela n'a pas toujours été le cas dans de nombreux pays en développement.

Comme le souligne le World Development Report 2013 (rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement 2013), le décalage entre les compétences et aspirations des diplômés universitaires et la réalité du marché de l'emploi limite non seulement le développement économique d'un pays, mais peut également affecter la cohésion sociale. Au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'accès aux études supérieures a augmenté rapidement durant les dernières décennies, tout comme le taux de chômage chez les jeunes adultes. Le chômage et le sous-emploi sont considérés comme des éléments déclencheurs du Printemps Arabe, qui a commencé avec la « Révolution de jasmin » en Tunisie début 2011. Avant même le début du Printemps Arabe, de nombreux pays de la région et d'ailleurs avaient reconnu l'importance d'améliorer les opportunités d'emploi pour leurs citoyens. Ces gouvernements restent confrontés au défi de déterminer quels programmes fonctionnent et dans quelles situations.

La Banque mondiale est déterminée à aider les pays à répondre aux besoins de leur population en termes d'emploi, ce qui fait partie des Objectifs du Développement Durable des Nations Unies. En Tunisie, la Banque mondiale a travaillé avec le gouvernement pour évaluer un programme d'éducation entrepreneuriale et d'accompagnement à l'élaboration de plans d'affaires destiné aux étudiants universitaires. Les résultats de l'évaluation montrent que le programme – actuellement dans sa 7<sup>e</sup> année – a facilité l'insertion des diplômés dans les emplois

indépendants, et aidé les étudiants à acquérir des compétences entrepreneuriales à court terme. Cependant, l'impact n'a pas été soutenu quatre ans après l'obtention du diplôme pour la première cohorte de participants. Les résultats ont montré que l'accès au capital est un défi majeur pour de nombreux entrepreneurs potentiels. Alors que les gouvernements des pays de la région sont aux prises avec un taux de chômage élevé chez les jeunes instruits et qualifiés, les leçons tirées de cette évaluation aideront les décideurs, responsables politiques et experts en développement à façonner des programmes qui livreront des impacts plus durables.

*Afin de mettre en œuvre des travaux d'évaluation d'impact, un appui financier a été reçu de la part du fonds fiduciaire de la Banque mondiale destiné à promouvoir les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes (en anglais: "WLSME trust fund", financé par l'Agence américaine pour le développement international) et le Fonds d'Évaluation d'Impact Stratégique de la Banque mondiale (SIEF\*).*

*En effet, un premier travail a été mené conjointement par la Banque Mondiale et l'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ) pour évaluer l'impact du programme à court terme, soit un an après la fin de la formation. Les résultats ont été publiés par Premand, P., Brodmann, S., Almeida, R., Grun, R., & Barouni, M. (2016): Entrepreneurship Training and Entry into Self-Employment among University Graduates, World Development 77, 311-327. doi: <http://dx.doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.08.028>.*

*Un deuxième travail a été également élaboré par la Banque mondiale et l'ONEQ, mais afin d'évaluer, cette fois-ci, l'impact à long terme. L'équipe de la Banque mondiale ayant conduit l'évaluation d'impact à long terme comprenait Jumana Alaref, Stefanie Brodmann et Patrick Premand. L'équipe de l'ONEQ comprenait Nihel Khchine, Ezzedine Mosbah, Kefi Rahmani et Walid Troudi sous la supervision de Fakher Zaibi. Quant aux données quantitatives, elles ont été recueillies par l'institut ISTIS. Marwen Hkiri et Zied Uelhazi ont supervisé la collecte de données.*

### Contexte

Le Gouvernement tunisien reconnaît depuis longtemps le décalage entre les attentes des diplômés universitaires, de plus en plus nombreux, et les emplois disponibles. Le taux de chômage national est estimé à environ 15 pour cent mais, comme dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique

du Nord, le taux de chômage chez les jeunes en Tunisie est particulièrement élevé et continue d'augmenter. En effet, les jeunes instruits ont un taux de chômage plus élevé que leurs homologues moins scolarisés et ils sont également moins susceptibles de démarrer leur propre activité.



Afin d'accroître les opportunités d'emploi parmi les diplômés, le gouvernement a introduit des changements dans le cursus de licence appliquée (premier cycle universitaire) à travers une voie spécialement dédiée à l'entrepreneuriat. Les étudiants dans leur dernier semestre pouvaient ainsi recevoir une éducation à l'entrepreneuriat et un accompagnement personnalisé dans l'élaboration d'un plan d'affaires. Le programme, qui est encore en cours, a débuté lors de l'année scolaire 2009/10, et les étudiants éligibles pour la première cohorte, appartenant aux 12 universités publiques du pays, y ont participé au cours de leur second semestre, début février 2010.

Plusieurs ministères et agences ont contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce programme, à savoir : le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (MEFP), le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), le ministère de l'Industrie (ancien ministère de l'Industrie et de la Technologie), l'Agence nationale pour l'Emploi et le Travail indépendant (ANETI) et l'Agence de promotion de l'Industrie (API).

## Évaluation

Les 18 682 étudiants en troisième année, qui est la dernière année de licence appliquée, étaient admissibles au programme durant sa première vague. Neuf pour cent, soit 1 702 étudiants, s'y sont inscrits. Certains ont postulé en pair, d'où un nombre total de 1 506 projets inscrits. Deux tiers des candidats étaient des femmes, reflétant leur taux d'inscription à l'université.

Comme le programme ne pouvait couvrir que la moitié des candidats environ, l'équipe d'évaluation a affecté aléatoirement une moitié des étudiants au programme d'éducation entrepreneuriale, alors que l'autre moitié a poursuivi le cursus universitaire classique. La sélection aléatoire a été réalisée au niveau des projets et l'échantillonnage était stratifié par genre et par filière d'étude. Le groupe expérimental comptait 856 étudiants et le groupe témoin 846. Les étudiants ont suivi la voie entrepreneuriale de février

2010 à juin 2010, date à laquelle ils ont reçu leur diplôme. Environ 67 pour cent des étudiants ont terminé la première partie, qui incluait des formations à l'entrepreneuriat délivrées par les agences publiques d'emploi, et 59 pour cent ont complété à la fois les formations à l'entrepreneuriat et des séances de coaching. Une première enquête de suivi a été collectée entre avril et juin 2011, quelques mois après la révolution tunisienne. Les entretiens comprenaient des questions sur l'emploi, les compétences entrepreneuriales et comportementales, ainsi que les aspirations personnelles et les attitudes des jeunes. Une deuxième enquête de suivi a été collectée entre mars et juin 2014, environ 4 ans après l'obtention du diplôme. Quatre-vingt-cinq pour cent des individus de l'échantillon original ont été recontactés — et le taux de réponse était similaire dans les groupes de traitement et de contrôle.

## Résultats

**Les impacts du programme sont restés de courte durée. Bien que les étudiants qui étaient affectés à la voie entrepreneuriale étaient plus susceptibles d'être occupés dans des emplois indépendants un an après l'obtention de leur diplôme, aucun impact sur l'emploi indépendant n'a été observé après quatre ans.**

Dans la première enquête de suivi, qui a eu lieu environ un an après l'obtention du diplôme, les étudiants affectés à la voie entrepreneuriale étaient environ trois points de pourcentage plus susceptibles d'occuper des emplois indépendants que ceux du groupe témoin. Trois ans plus tard, cette différence s'était estompée, et aucun impact durable sur l'emploi indépendant n'a été observé. À court terme, il y avait des différences entre les genres dans l'impact du programme: les participants hommes étaient plus susceptibles d'être en emploi indépendant après l'obtention du diplôme. Cependant, au cours du temps les différences entre

les genres ont disparu, et les participants hommes n'étaient pas plus susceptibles que les participantes femmes d'occuper un emploi indépendant au moment de l'enquête de suivi à long terme.

**Les participantes et participants étaient plus susceptibles d'avoir eu une idée de projet et de l'avoir réalisée à un moment donné dans le passé — mais leur taux de réussite a été le même que ceux qui n'avaient pas participé au programme.**

La voie entrepreneuriale a conduit à plus d'idées de projet et plus de tentatives de réaliser ces projets. En 2014, 67 pour cent des participants ont déclaré avoir eu une idée de projet auparavant, comparé à 58 pour cent dans le groupe témoin. Dans l'ensemble, 28 pour cent des participants ont essayé de réaliser ces idées à un moment dans le passé, comparé à 19 pour cent dans le groupe témoin. Bien qu'ils étaient plus entrepreneurs, leurs idées de projet

ne se sont pas concrétisées à un taux plus élevé que dans le groupe témoin. Même si le programme a entraîné une augmentation des idées de projet, les tentatives de mise en œuvre des projets n'ont pas davantage abouti.

**Le contenu du programme était conforme aux bonnes pratiques en éducation entrepreneuriale et cherchait à donner aux étudiants ce dont ils avaient besoin pour développer des plans d'affaires réussis. Toutefois, il n'a pas entraîné la concrétisation durable des plans d'affaires.**

Le programme avait deux parties. La première consistait en une formation à l'entrepreneuriat organisée par les agences publiques d'emploi, qui visait à offrir aux étudiants les compétences en affaires, en comportement et en réseautage pour bien démarrer un projet. Les étudiants ont été formés dans le développement d'idées de projets, la rédaction d'un plan d'affaires et la gestion de projet. Ensuite, ils ont présenté leur plan d'affaires à des banquiers et des experts pour obtenir des commentaires et conseils. Les étudiants ont reçu une formation et disposaient de temps pour faire des recherches sur la mise en œuvre, l'estimation des coûts financiers et la construction de réseaux. Dans la deuxième phase, les étudiants ont été affectés à un coach du secteur privé et ont été supervisés par un professeur de l'université pour finaliser leur plan d'affaires. Les étudiants avaient l'opportunité de participer à huit séances de coaching. Après l'obtention de leur diplôme, les étudiants pouvaient entrer leur plan d'affaires dans une compétition pour obtenir un financement de démarrage, qu'un petit nombre de diplômés ont obtenu. Quatre ans plus tard, cependant, les diplômés de la voie entrepreneuriale n'étaient pas plus susceptibles que les autres anciens étudiants d'avoir un projet actif.

**Le programme a stimulé les connaissances entrepreneuriales des étudiants à court terme, avec quelques gains plus modestes persistants à long terme.**

Un des objectifs immédiats du programme était d'offrir aux étudiants le savoir-faire technique et commercial dont ils auraient besoin pour devenir des entrepreneurs et développer les compétences comportementales nécessaires. Après un an, 77 pour cent des participants ont déclaré savoir comment rédiger un plan d'affaires, comparé à 45 pour cent dans le groupe témoin. Ce chiffre a diminué à 60 pour cent dans le groupe de traitement après quatre ans. Cependant, et bien que quelques connaissances soient restées, il n'y avait aucun impact sur l'esprit entrepreneurial des participants : la plupart des étudiants qui avaient eu une idée de projet l'avaient abandonnée et les participants n'avaient pas plus d'idées de projet comparé à ceux du groupe témoin. Le programme a eu des effets mitigés sur les dimensions entrepreneuriales et de personnalité à court terme, sans effets durables à long terme.

**Les réseaux d'affaires des participants n'étaient pas plus vastes au bout de quatre ans, même s'ils étaient un peu mieux informés de la façon de demander un crédit à une banque.**

Après un an, les participants au programme étaient plus susceptibles de connaître un entrepreneur ou un banquier, mais après quatre ans, ce réseau semblait s'être réduit aussi, ne laissant plus de réelle différence entre les deux groupes. Ceux de la voie entrepreneuriale comprenaient un peu mieux comment demander un crédit. Malgré tout, les participants au programme sont tout aussi sceptiques que le groupe témoin quant à leur capacité à obtenir un crédit.



• • •  
**62 pour cent des personnes interrogées ont déclaré que le plus grand obstacle à la réalisation de leur rêve de projet était l'incapacité de le financer.**  
• • •

**Les participants au programme ont fait face à des obstacles pour obtenir du crédit et accéder à des fonds de démarrage, ce qui a probablement contribué à leur inhabilité à mettre en place ou à maintenir leurs projets.**

Les participants étaient plus susceptibles de préparer un plan d'affaires avant d'essayer de mettre en place leur projet, et comme mentionné précédemment, ont maintenu une partie de leurs connaissances en entrepreneuriat jusqu'à quatre ans après l'obtention de leur diplôme. Cependant, les résultats globaux de l'étude offrent de fortes indications que les compétences ne constituent pas l'obstacle principal

auquel font face ces jeunes entrepreneurs potentiels. En effet, au cours de l'enquête de suivi, de nombreux participants ont rapporté des difficultés d'accès au financement, et 62 pour cent des personnes interrogées ont mentionné que le plus grand obstacle dans la réalisation de leur rêve de projet était l'incapacité de l'autofinancer. D'autres défis rapportés incluent l'accès limité au financement externe et des procédures bureaucratiques compliquées. Les femmes ont déclaré devoir affronter des obstacles additionnels, comme la pression sociale et les difficultés de concilier la vie professionnelle et personnelle.

**Bien que les participants aient déclaré être plus optimistes par rapport au futur un an après la fin du programme, cet optimisme s'est aussi estompé dans le long terme.**

À court terme, les diplômés de la voie entrepreneuriale étaient plus optimistes sur leurs perspectives d'emploi et plus susceptibles de sentir qu'ils avançaient dans la vie, comparé à ceux dans le groupe témoin. Mais après quatre ans, les différences entre le groupe témoin et le groupe de traitement avaient en grande partie disparu.

## Conclusion

L'évaluation de l'impact à long terme du programme fournit des informations importantes sur le défi d'offrir une éducation entrepreneuriale efficace. Comme le montrent les résultats, un accès limité au capital reste un défi majeur pour de nombreux entrepreneurs potentiels. Les décideurs et responsables politiques peuvent y répondre directement en allégeant les processus d'obtention de crédits bancaires, en octroyant des financements aux jeunes diplômés ou en cherchant de nouvelles approches pour éliminer les obstacles pour les jeunes qui cherchent à obtenir du crédit. Un appui supplémentaire après l'obtention du diplôme, comme par exemple l'accès au

coaching ou à des services d'incubation pourraient aussi contribuer à ce que les gains à court terme soient soutenus dans le long terme. En effet, l'accès au capital — et non seulement les compétences — est souvent l'obstacle principal pour les jeunes entrepreneurs potentiels lorsqu'il s'agit de créer un futur meilleur pour eux et leurs proches. Alors que les décideurs et responsables politiques continuent à chercher des approches innovantes pour répondre à la demande d'emplois, les résultats de l'évaluation soulignent le besoin de continuer à chercher des programmes efficaces qui répondent aux besoins globaux des jeunes qui aspirent à l'entrepreneuriat.

(\*) Le fonds stratégique d'évaluation d'impact (SIEF) de la Banque mondiale soutient et diffuse la recherche évaluant l'impact des projets de développement dans la lutte contre la pauvreté. **L'objectif est de recueillir et de bâtir l'évidence empirique qui peut aider les gouvernements et les organisations de développement dans la conception et la mise en œuvre des politiques les plus appropriées et efficaces pour améliorer l'éducation, la santé et les opportunités d'emploi dans les pays en développement.**

Pour plus d'informations, voir : <http://www.worldbank.org/sief>

La série de notes « De l'expérience à la Politique » est produite par le Fonds d'Évaluation d'Impact Stratégique de la Banque mondiale, avec l'appui généreux de DFID, le Département du développement international du gouvernement britannique.



**THE WORLD BANK**  
IBRD • IDA



LA BANQUE MONDIALE, RÉSEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN  
1818 H STREET, NW WASHINGTON, DC 20433

Produit par le Bureau de l'Économiste en Chef, Réseau pour le Développement Humain, Communications/Aliza Marcus [amarcus@worldbank.org](mailto:amarcus@worldbank.org)  
Pour plus d'informations sur cette étude, contacter Patrick Premand : [ppremand@worldbank.org](mailto:ppremand@worldbank.org)